

Cahier des prescriptions spéciales

POUR APPEL D'OFFRES N° 10/2023/ABHT

RELATIF AUX

**Travaux de curage des retenues des barrages
Imin El Had dans la Province d'Essaouira et
Ouled Brahim Bel Kial dans la Province de
Rhamna.**

2023

Préambule du cahier des prescriptions spéciales

Marché passé après appel d'offre ouvert sur offre de prix, en application de l'article 16 Paragraphe 1 Alinéa 2 et de l'article 17 Paragraphe 3 Alinéa 2 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur le Directeur de l'Agence du bassin Hydraulique de Tensift à Marrakech, agissant au nom et pour le compte de l'Agence du bassin Hydraulique de Tensift et désigné dans le présent marché par le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

Et Monsieur :

Qualité :

Agissant au nom et pour le compte de la société

Faisant élection à domicile :.....
.....

Siège social :
.....

Inscrit au registre de commerce sous le numéro :

Affiliée à la C.N.S.S. sous n° :

Titulaire du compte bancaire n° :

Ouvert au nom de :

Auprès de la banque :

D'AUTRE PART

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRE

Le présent appel d'offres a pour objet les travaux de curage des retenues des barrages Imin El Had dans la Province d'Essaouira et Ouled Brahim Bel Kial dans la Province de Rhamna.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché comprennent :

1. l'acte d'engagement;
2. le présent cahier des Prescriptions Spéciales;
3. le bordereau des prix formant détail estimatif;
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAGT 2016.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autre que celles se rapportant à l'offre financière, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants:

1. Le décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
2. La loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015).
3. La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11 novembre 2003).
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des travaux (C.C.A.G-T) applicables aux marchés de travaux 2016;
5. La Circulaire du Ministère des Travaux Publics, de la Formation Professionnelle et de la Formation des Cadres n° D.A.T./31/716 du 14 Février 1994 prescrivant les mesures de sécurité dans les chantiers de Bâtiment et de Travaux Publics.
6. Le Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif au cautionnement de soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
7. Dahir n°1-11-147 du 16 Ramadan 1432 (17 août 2011) portant promulgation de la loi n°32-10 complétant la loi n° 15-95 formant code de commerce.
8. Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date fixée pour l'ouverture des plis
9. Code général des impôts;
10. Le décret n°2.16.344 du 17 chaoual 1437 (13 mai 2016) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
11. Décret n°2.16.344 du 17 chaoual (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

12. L'arrête du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.

N.B: En cas de modification, dans les textes concernés, le titulaire du marché se référera aux plus récents d'entre eux.

ARTICLE 4: VALIDITE DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique Tensift et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque son visa est requis.

ARTICLE 5: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation du présent marché doit être notifiée à l'attributaire du marché dans un délai de **soixante-quinze (75) jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.
Les conditions de prolongation de ce délai ont été fixées par les dispositions de l'article 153 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 6: DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **Six (06) mois** à partir de la date désignée dans l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 7 : RESILIATION-MESURES COERCITIVES

Tous les cas de résiliations et mesures coercitives et leurs modalités d'exécution sont ceux prévus par les articles du CCAG-T (48, 49, 50, 51, 52, 79 et 80).

ARTICLE 8: LITIGES

Toute résiliation du marché issu du présent AO se fera conformément aux dispositions prévues par le C.C.A.G.-T.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), il est précisé que:

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Tensift
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n°112-13.

- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Agence du BassinHydraulique du Tensift, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire dumarché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention «exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

N.B: En cas de modification, dans les textes concernés, le titulaire du marché se référera aux plus récents d'entr eux.

ARTICLE 10: RECEPTION DES TRAVAUX

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 11: RECEPTION DEFINITIVE

Il n'est pas prévu un délai de garantie, en conséquence la réception définitive sera prononcée à la même date de la réception provisoire.

ARTICLE 12: FORCE MAJEURE

Il sera fait application de l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 13: PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les plans et/ou tous documents émanant de l'Entrepreneur deviennent dès leur acceptation propriété duMaître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur devra garantir formellement leMaître d'Ouvrage contre tout recours en matière de propriété industrielle, brevets, licences, marques ou applications déposés, etc. ..., concernant l'exécution de ces prestations.

CHAPITRE 2–DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX

ARTICLE 14: CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux objet du présent appel d'offres consistent la réalisation des travaux de curage des retenues des barrages Imin El Had dans la Commune Tidzi- Province d'Essaouira et Ouled Brahim Bel Kial dans la Commune Sidi Boubker- Province de Rhamna.

ARTICLE 15: LOCALISATION DES TRAVAUX

Les travaux concernent les barrages suivants :

- Imin El Had dans la Commune Tidzi- Province d'Essaouira
- Ouled Brahim Bel Kial dans la Commune Sidi Boubker- Province de Rhamna.

ARTICLE 16: DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le curage comprend le décapage, le chargement, le transport et le déchargement jusqu'au site choisi par le titulaire et validé par le MO dans un rayon de 10 km du barrage.

Selon la demande du MO, les déblais pourraient éventuellement être déposés et compactés au niveau des berges des cours d'eau pour la protection des riverains contre les inondations.

L'évaluation des quantités de vase et des matériaux réellement extraits se fera sur la base des levés topographiques établis par un bureau de topographie agréé avant et après les travaux.

Les levés sont à la charge de l'Entrepreneur, et doivent comprendre pour chaque tronçon l'état initial et l'état après l'achèvement des travaux à travers :

- Un plan coté;
- Un profil en long;
- Des profils en travers;
- Une note de calcul qui indiquera le volume extrait.

Un levé similaire doit être réalisé après achèvement des travaux

ARTICLE 17: MODALITE DE REALISATION DES TRAVAUX

• Matériel :

L'entrepreneur doit disposer, sur chantier, au minimum, des engins suivants:

- Une Chargeuse de puissance P101-150 Cv
- Un compacteur de puissance P<120 Cv
- Une pelle Hydraulique de puissance P<170 Cv sur pneus ou chenilles selon besoin avec brise roche.
- Un Camion de puissance P<300 Cv

- **Travaux préparatoires:**

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires et approvisionner son chantier de tous les moyens matériels adéquats afin de mener à bien les travaux dans de bonnes conditions.

La réalisation des accès jusqu'à la zone de décharge des matériaux ainsi que l'organisation de l'opération de dépôt sera réalisée à la charge de l'entrepreneur.

L'entreprise est chargée de protéger son matériel et ses moyens humains et matériel contre tous les risques de passage des crues.

ARTICLE 18: DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Les documents à fournir par le titulaire au maître d'ouvrage sont :

- **Un levé topographique initial et final** (un plan coté, un profil en long; des profils en travers et une note de calcul qui indiquera le volume extrait) pour chaque opération de curage, il est à noter que le levé initial doit être remis à l'ABHT avant le démarrage des travaux de curage. Chaque levé doit être fournis sous format papier et numérique (fichier dwg)
- **Un rapport d'achèvement** en 2 exemplaires et en version informatique sur CD-Rom.
- **Un album photos** final en 2 exemplaires sur CD-Rom

CHAPITRE 3-DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 19 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut de l'entrepreneur d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article 20 du cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G-T) lui faisant obligation d'élire domicile à proximité des travaux, toutes les notifications relatives à son entreprise lui seront faites valablement à l'adresse indiquée dans son acte d'engagement en cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 20 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1. L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'ABHT.
2. L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à l'indemnité ou plus-value pour le gène et les sujétions résultant de la présence d'ouvriers d'autres corps d'état appelés à travailler sur le chantier.
3. Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix, figurent les frais de branchements de chantier aux réseaux d'eau, d'électricité, etc... et les consommations correspondantes pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 21 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, à savoir celles se rapportant :

- Aux véhicules et engins utilisés sur le chantier qui doivent être assurés conformément à la législation et à la Réglementation en vigueur ;
- Aux accidents du travail pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur qui doivent être couverts par une assurance conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- A la responsabilité civile incombant des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive.

Aucun règlement ne sera effectué tant que l'entrepreneur n'aura pas adressé au maître d'ouvrage, copies certifiées conformes des polices d'assurances contractées pour la couverture des risques conformément à aux stipulations du C.C.A.G.T

ARTICLE 22 : SOUS – TRAITANCE

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des travaux conformément aux dispositifs de l'article 158 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité.

ARTICLE 23 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

L'entrepreneur supportera les frais de timbres et les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché conformément aux lois et réglementations en vigueur ;

ARTICLE 24 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire est fixé à **15.000,00 dh (quinze mille dirhams)**.
- Le cautionnement définitif est **fixé à 3% du montant initial** du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure. Conformément à l'article 15 du C.C.A.G-T, ce cautionnement doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification à l'entrepreneur de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif sera restitué à l'entrepreneur dans les conditions citées à l'article 18 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 25 : PENALITES DE RETARD

Si le titulaire du présent marché ne respecte pas le délai d'exécution des travaux, il lui sera appliqué une pénalité de **1/1000** du montant forfaitaire du marché, par jour calendaire de retard, le montant des pénalités est plafonné à **8%** du montant du marché. Lorsque le montant atteint le plafond, le MO peut procéder à la résiliation du marché après une mise en demeure.

ARTICLE 26 : REVISIONS DES PRIX

Les prix objet du marché sont révisibles par application de la formule de révision suivante :

$$P = Po [0.15 + 0.3(S1(1+ch))/ (S10(1+ch0)) + 0.2 Mc2/Mc20) + 0.15 Mtn/Mtn0 + 0.2 G/G0]$$

Où :

- P : est le prix révisé de la prestation considérée
- Po : le prix initial de cette même prestation ;
- S1 : Index officiel des salaires
- Ch : index des charges sociales
- Mc2 : Index matériel pour terrassement aux gros engins
- Mtn : Index transport par route
- G : index du gazoil

ARTICLE 27 : RETENUE DE GARANTIE ET DELAI DE GARANTI:

Il n'est pas prévu ni retenue de garantie ni délai de garantie.

ARTICLE 28 : MODE DE REGLEMENT

Tous les travaux fixés au présent devis seront payés suivant les prix unitaires du bordereau annexé par l'entreprise dans sa soumission.

La rémunération de l'Entrepreneur sera faite sur la base des attachements pris contradictoirement par le Maître d'Ouvrage, et l'entrepreneur. Les situations ne prendront en compte que les tranches exécutées réellement, entièrement et parfaitement.

ARTICLE 29 : MODIFICATIONS DES TRAVAUX

En cas d'augmentation ou de diminution dans la masse des travaux, il sera appliqué les articles 57 et 58 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 30 : DEFINITION DES PRIX

Les prix seront rémunérés suivant le bordereau des prix formant détail estimatif en précisant que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le présent marché ainsi que celles qui résultent de l'exécution des travaux selon les règles de l'art.

Prix n°1 : Ce prix rémunère le mètre cube de matériaux extraits au niveau des retenues des barrages.

Le prix du M3 comprend :

- Tous les frais du personnel de conduite et de maintenance (chauffeurs et mécaniciens) ;
- Les frais des réparations mécaniques, les pièces de rechanges et l'entretien préventif et périodique ;
- Matériel d'accompagnement (camion d'atelier, véhicule d'assistance) ;
- Les frais du gasoil durant les travaux et le transport du matériel ;
- Les frais de réparation des incidents ou pannes mécaniques.

ARTICLE 31: BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

**TRAVAUX DE CURAGE DES RETENUES DES BARRAGES IMIN EL HAD
DANS LA PROVINCE D'ESSAOUIRA ET OULED BRAHIM BEL KIAL DANS
LA PROVINCE DE RHAMNA.**

Prix N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire en HT	Montant total HT
1	Matériaux extraits au niveau des retenues des barrages.	M3	64 000		
TOTAL (HT)					
TVA (20%)					
TOTAL (TTC)					

Marché passé après appel d'offre ouvert sur offre de prix, en application de l'article 16 Paragraphe 1 Alinéa 2 et de l'article 17 Paragraphe 3 Alinéa 2 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Objet du marché : Travaux de curage des retenues des barrages Imin El Had dans la Province d'Essaouira et Ouled Brahim Bel Kial dans la Province de Rhamna.

Le Concurrent	Le Maître d'Ouvrage
Lu et Accepté	 <p>Le Directeur de l'Agence de Bassin Hydraulique du Tensift Signé : CHTICHI Mohammed</p>

